



GRUWA : Bulletin hebdomadaire de sécurité N°03/05/2018

Sans être exhaustives, les informations fournies dans ce bulletin visent à alerter l'autorité compétente en vue des interventions ponctuelles dans les zones touchées, et prévenir les humanitaires quant au contexte sécuritaire dans leurs zones d'intervention. C'est le fruit d'un recoupement d'informations qui ne reflètent en rien le point de vue de GRUWA, sauf pour ce qui est des recommandations. Ce bulletin de sécurité peut également être lu et téléchargé sur www.gruwa.org

- I. **Sommaire**
- II. **Situation sécuritaire,**
- III. **Recommandations**

I. **Sommaire**

L'actuel bulletin de sécurité est un condensé de l'actualité sécuritaire de la province du Haut-Katanga, telle que recueillie par le Groupe Ukingo wa Watetezi (GRUWA)¹, durant la période allant du Jeudi 26/04, au Mercredi 02/05/2018.

Pour précisions, la situation géographique de la province se présente de la manière que voici :

Superficie : 131.443 Km².

La Province du Haut-Katanga est limitée :

- Au Nord par l'Est de la Province du Haut-Lomami et le Sud de la Province de la Tanganyika.
- A l'Est par la République de Zambie ;
- Au Sud par la République de Zambie où on retrouve la Rivière Luapula ;
- A l'Ouest par la Province du Lualaba et la Province du Haut-Lomami.

- **Chef-Lieu** : Lubumbashi.

La province du Haut-Katanga compte six (6) territoires qui sont :

- **Territoire de Pweto,**

¹ Consulter www.gruwa.org

- superficie : 22673 Km²
- Secteur : Moero, Muenge, Pweto, Kiona-nzini
- **Territoire de Kipushi**
- Superficie : 12.059 Km²
- Secteur : Bukanda, Kaponda, Kinyama, Musoshi
- **Territoire de Mitwaba**
- Superficie : 25.676 Km²
- Secteur : Balomotwa, Ba Weshi, Kiona-ngoie
- **Territoire de Kasenga**
- Superficie : 26.676 Km²
- Secteur : Kafira, Kisamamba, Bakunda, Luapula
- **Territoire de Sakania**
- Superficie : 21675 Km²
- Secteur : Balala, Balamba, Baushi, Mokambo
- **Territoire de Kambove**
- Superficie : 22466 Km²
- Secteur : Lufira, Basanga

II. Situation sécuritaire

S'il faut considérer le nombre des « bandits » arrêtés et présentés jusqu'à ce jour à la presse par la police nationale congolaise (PNC), on pourrait alors conclure que l'« opération Kimia » telle que lancée par les autorités depuis le 16/04/2018, porte déjà ses fruits. Cela pourrait également être l'explication plus ou moins rationnelle de la diminution des cas d'insécurité telle que constatée au cours de cette semaine particulièrement dans la ville de Lubumbashi.

Cependant, des questions sans réponses précises continuent à maintenir des doutes quant au rétablissement durable de la sécurité dans la province du Haut-Katanga en général, et dans la ville de Lubumbashi en particulier, s'il faut considérer notamment le flou qui règnerait sur les vraies identités ou personnalités des présumés bandits présentés à la presse, et sur le sort réservé à leurs dossiers par les institutions judiciaires saisies. Nombreux sont en effet les lushois qui pensent qu'un grand nombre des présumés bandits présentés à la presse seraient des étudiants et des élèves qui n'auraient rien à avoir avec l'insécurité telle qu'actuellement décriée par la population. D'autres estiment quant à eux qu'aucun mécanisme fiable n'a été mis sur pieds pour s'assurer que les éventuels coupables n'échapperaient pas à la répression notamment à la suite du manque des éléments des preuves avérés sur lesquels pourraient s'appuyer les cours et Tribunaux.

➤ Les Zones touchées

a. La ville de Lubumbashi :

Les efforts sont certes réalisés par les autorités, mais la ville de Lubumbashi ne s'est toujours pas encore tirée d'affaires, concernant l'insécurité qui y règne depuis maintenant quelques mois. Les Quartiers les plus criminogènes et dans lesquels quelques cas ont été enregistrés sont notamment le quartier Golf-plateau ; le quartier Golf-Karavia ; le quartier Hewa bora ; le quartier Kisanga ; le quartier Kafubu ; le quartier Makomeno ; le quartier Zambia et le quartier VI.

- ✚ **26 /04/2018 à 2H00**, une maison située sur l' avenue KABUYA, au quartier MAMPALA, dans la commune de Lubumbashi, a été cambriolée par des hommes en armes qui auraient réussi à emporter 400 USD, et une valise contenant des téléphones à vendre qui venaient d'être réceptionnés ;
- ✚ **26/04/2018**, dans le même quartier MAMPALA, derrière l'institut Salama, des bandits se sont introduits dans une parcelle, en tirant des balles en l'air en vue d'imprimer la peur dans le chef des habitants de la parcelle, l'un d'eux a riposté par une balle mais cela n'a pas inquiété les bandits qui s'en sont pris aux locataires dont l'un a reçu des coups et l'autre aurait été victime de vol d'une valise contenant plusieurs biens de valeurs.
- ✚ **Le 27/04/2018**, un militant de la LUCHA/Lubumbashi qui s'apprêtait à prendre part à un sit-in prévu par leur mouvement citoyen pour dénoncer la recrudescence des cas d'insécurité à Lubumbashi, a été enlevé par des inconnus, au moyen d'une jeep, puis acheminé à l'aéroport de la Luano où il aurait subi des interrogatoires, avant d'être relâché quatre heures plus tard.
- ✚ **28/04/2018 vers 23H10**, deux femmes auraient été attaquées et violées par trois gangsters, au croisement des avenues Kapenda et des usines, dans la commune de Lubumbashi. Ces gangsters auraient également emporté trois téléphones portables appartenant à leurs victimes. La population se plaint de la présence de ces délinquants qui viennent en majorité du camp assistant, et qui commettent d'énormes actes criminels sur cette partie du centre-ville de Lubumbashi.

b. Cité de Kasumbalesa

La population se plaint de la présence d'un grand nombre des enfants en rupture familiale au poste frontalier de Kasumbalesa, lesquels volent et font subir différents mauvais traitements aux passants, à partir de 21H30. Ses enfants de la rue se cacheraient au marché central de Kasumbalesa pendant la journée. Vu leur nombre important, ils

représentent un danger permanent pour la sécurité de la cité de Kasumbalesa.

c. **Territoire de Pweto**

L'ONG Libertas a lancé lundi 30 avril un appel à l'assistance de plus de quatre-vingt femmes victimes des viols collectifs perpétrés par des présumés miliciens Twa dans le territoire de Pweto. Ces femmes, auxquelles l'ONG apporte depuis ce week-end un accompagnement psychologique, avaient été violées entre janvier et mars 2018. Leur âge varie entre 14 et 48 ans, selon l'activiste des Droits humains Delphin Lwembe coordonnateur de l'ONG Libertas/Pweto.

III. Recommandations

1. Au Gouvernement provincial du Haut-Katanga :

- De renforcer la coordination entre différents services étatiques impliqués dans les questions sécuritaires à travers la province, pour s'assurer du succès de toutes initiatives entreprises quant à ce ;
- De bien gérer les personnels militaires et policiers pendant les opérations de maintien de l'ordre public et patrouilles ;
- De mettre un numéro vert et gratuit à la disposition de la population et œuvrer en faveur d'un regain de confiance entre la population et les services de sécurité notamment en s'assurant que les interventions sollicitées sont rapidement offertes et satisfaites ;
- De mettre un système de GPRS pour détecter la provenance des appels urgents ;
- D'appuyer la campagne de lutte contre la détention illégale ou illicite des armes légères et de petits calibres.

2. Aux autorités judiciaires

- De contribuer à l'exercice du droits d'accès à la justice de sorte les victimes fassent leur revendications mais que les prétendus bandits aient aussi les moyens de se défendre,
- D'organiser régulièrement des séances portes ouvertes à l'intention de la population pour permettre à ce que les dénonciations liées à l'insécurité se fassent en toute quiétude

- De donner régulièrement des feedbacks au public et par la voie des médias l'issue des procès plus ou moins emblématiques, se rapportant aux cas de banditisme et d'autres actes criminels à grande échelle en vue de s'assurer des aboutissants des efforts fournis par les services de sécurité dans la traque des bandits

3. A la police

- D'intensifier des campagnes de sensibilisation notamment à travers les médias, pour inciter la population à collaborer davantage avec les services de sécurité, et à dénoncer tous les cas suspects

4. A la population et aux acteurs de la société civile

- De rester vigilant et s'informer régulièrement sur le contexte sécuritaire, en prenant les mesures appropriées privilégiant la sécurité personnelle (toujours avoir un téléphone sur soi et bien chargé, avoir un numéro de la police, ne pas se promener pendant les heures tardives, garer son véhicule dans un endroit sûr, avoir un plan de sécurité, etc)
- De collaborer avec les services de sécurité et renseignements, en dénonçant tous les cas suspects.

Quelques Sources :

- <http://globalinfos.net/index.php/2018/04/30/haut-katanga-insecurite-loperation-kimia-produit-deja-des-resultats-parmi-les-bandits-presentes-il-y-avait-des-bandits-et-des-complices-charles-lwamba/>
- <https://www.radiokapi.net/2018/04/30/actualite/societe/pweto-long-libertas-plaide-pour-plus-daide-80-victimes-de-viols>